

LIBAN : POUSSÉ VERS L'ABIME ?

par Raoul Marc JENNAR

Pendant la 6^e agression israélienne contre le Liban, cet été, deux ministres de pays arabes – l’Egypte et le Qatar – ont expliqué qu’ils ne pouvaient pas prendre des sanctions économiques contre Israël parce qu’ils sont membres de l’OMC. Comment illustrer avec plus de force cet effacement des souverainetés nationales si chèrement acquises lors de la décolonisation, voulu par les Occidentaux par le biais des règles de l’OMC ?!

Je rentre du Liban, un pays en voie d’accession à l’OMC où, sous l’impulsion d’un Berlusconi local, Rafic Hariri, un milliardaire libano-saoudien, qui a été cinq fois premier ministre entre 1992 et 2004, s’est développé le libéralisme le plus sauvage caractérisé notamment par une intense spéculation foncière et immobilière. Trois mois après l’agression israélienne, ce que j’ai vu à Beyrouth et dans le sud du pays confirme ce que déclarait il y a peu le député britannique George Galloway quand il comparait les ravages des bombes israéliennes à ceux visibles dans l’Allemagne de 1945. Le pays du cèdre est devenu celui des gravats. Et, une fois de plus, le fragile équilibre dans lequel vit ce pays est menacé. L’unité nationale, bien réelle pendant l’agression, a volé en éclats. Et, encore une fois, du fait d’interférences extérieures.

Le Liban a connu quatre guerres civiles, deux aux 19^e et deux au 20^e siècle. Chaque fois, c’est un facteur externe qui fut le déclencheur. Chacun sait que ce pays est une mosaïque. Y cohabitent des chrétiens et des musulmans, les uns et les autres se divisant en plusieurs communautés rivales. La cohabitation n’est possible qu’au prix d’un fragile équilibre institutionnel conceptualisé en 1943. Ce cadre a survécu à la guerre civile déclenchée en 1975. En effet, les accords de Taëf de 1989 qui mettent fin à près de quinze années de déchirements sanglants ne modifient qu’à la marge le partage confessionnel du pouvoir de 1943. Mais cet accord, obtenu avec l’intervention de la diplomatie américaine, a fourni également une base légale à la tutelle de la Syrie sur le pays.

Cette présence syrienne a été acceptée par tous ceux qui se sont toujours accommodés d’un État libanais faible, soumis aux influences extérieures. Les autres, comme le général Aoun, ont été écrasés avec l’accord tacite de la France, des Etats-Unis et d’Israël. La tutelle syrienne a duré jusqu’à l’assassinat d’Hariri, l’an passé. Imputé aux Syriens, il a provoqué un soulèvement populaire baptisé la « Révolution du Cèdre ». Le contexte politique international avait changé. La disparition de l’Union soviétique et les deux guerres du Golfe ont modifié la donne au Proche-Orient. L’armée syrienne n’a pas eu d’autre choix que de se retirer. Au Liban, on assiste depuis à une surprenante modification des rôles que d’aucuns ont baptisé « le grand retournement ».

Une alliance, dite du 14 mars, s’est constituée autour de ceux qui avaient collaboré avec les Syriens. Ils se présentent désormais comme les plus proches des USA et appuient la politique américaine contre Damas. On y trouve une partie du camp chrétien avec le parti Kataeb (les Phalanges créées en 1936 sur le modèle fasciste) de la famille Gemayel et les Forces libanaises responsables des massacres de Sabra et Chatila en 1982 et aujourd’hui dirigées par Samir Geagea, condamné à trois reprises à la peine capitale pour assassinats de rivaux politiques dont le premier ministre Rachid

Karamé. On y trouve une partie du camp sunnite avec le parti aujourd'hui dirigé par le fils d'Hariri. Et on y retrouve le parti socialiste de Wallid Joumblat, qui a, pendant plus de vingt ans, incarné la collaboration avec la Syrie. Tous soutiennent l'actuel gouvernement dirigé par Fouad Siniora.

Une autre alliance s'est formée pendant la guerre de cet été. Elle rassemble sous l'étiquette de « résistance libanaise » la Courant patriotique libre du plus populaire des leaders chrétiens, le général Aoun, qui n'est rentré au Liban qu'après le départ des Syriens, le Hezbollah, le mouvement chiite Amal de Nabih Berry, qui est le président de la Chambre des députés, le mouvement de Samir Frangieh, un groupe sunnite constitué par d'anciens premiers ministres et le parti communiste. Étiquetée par ses adversaires de pro-syrienne, cette alliance récuse toute tutelle, aussi bien américaine que syrienne. L'accord avec le Hezbollah se fonde sur la reconnaissance des changements survenus à l'intérieur de ce parti depuis l'arrivée à sa tête de Hassan Nasrallah, sur l'immense popularité dont il jouit non seulement chez les chiites mais aussi chez les sunnites et sur la défense du Liban qu'il a assurée lors de l'agression israélienne. Tous partagent le même refus d'entrer dans le plan américain qui sous couvert de démocratie vise à l'affaiblissement des États voisins d'Israël.

Au cœur du débat se trouve la nécessité d'une nouvelle organisation du pays garantissant une représentation plus fidèle de tous les courants qui ne se limite pas aux barrières confessionnelles. Un système électoral hérité de la période syrienne a donné l'an passé 72 députés sur 128 à un tiers de l'électorat. Les deux tiers de la population ne sont pas représentés dans le gouvernement Siniora. Au cœur du débat, mais davantage en filigranes, se trouve également le rôle de l'Etat. L'alliance du 14 mars s'affiche nettement en faveur d'un néolibéralisme qui laisse libre cours au confessionnalisme où se dissout la citoyenneté, tandis que l'opposition veut donner à l'Etat un rôle important non seulement pour transcender le poids des communautés confessionnelles dans une forme ad hoc de neutralité des pouvoirs publics, mais aussi pour encadrer le marché.

Ce débat, somme toute assez classique, ne présenterait rien d'alarmant si on ne se trouvait pas dans un pays où les affrontements entre communautés et à l'intérieur des communautés ont été extrêmement sanglants dans un passé pas si lointain. En fait, le conflit est devenu armé chaque fois qu'un acteur extérieur est venu s'en mêler et a trouvé ici et là des alliés.

Alors que la recherche d'un accord passe nécessairement par un gouvernement d'union nationale, on assiste à des ingérences répétées des Etats-Unis et de l'Europe – avec un rôle particulier de la France – pour l'empêcher. Parce qu'il faut déstabiliser la Syrie, la communauté internationale prend le risque de déstabiliser le Liban. C'est tout le sens de l'initiative franco-américaine de proposer à l'ONU la création d'un tribunal international chargé d'enquêter sur les commanditaires de l'assassinat d'Hariri et d'autres personnalités victimes depuis un an d'attentats, le coupable étant désigné d'emblée : la Syrie.

L'opposition n'est pas du tout hostile au principe d'un tribunal international chargé d'enquêter sur les assassinats politiques survenus depuis un an. Mais elle voudrait qu'on enquête aussi sur des assassinats de personnalités qui n'appartiennent pas à l'alliance du 14 mars. Et elle voudrait des garanties quant à l'impartialité de ce

tribunal. Suite aux pressions de l'ambassadeur américain et de l'ambassadeur français sur le premier ministre Siniora, visité quasiment chaque jour, l'opposition n'a pas été associée à l'examen du projet de tribunal. L'ambassadeur US Feltman déploie une énergie considérable pour casser tout rapprochement entre les gouvernementaux et l'opposition. L'assassinat de Pierre Gemayel, petit fils du fondateur des Phalanges et fils d'un ancien président de la République, a immédiatement été attribué à la Syrie. Alors que d'autres pistes mériteraient d'être examinées, dans un pays qui connaît une longue tradition d'élimination des rivaux au sein d'un même clan et où le Mossad a montré comment il savait utiliser ces rivalités. L'opposition étant cataloguée pro-syrienne, elle a été quasiment accusée de complicité. Ainsi s'est créée une tension qui peut à tout moment dégénérer.

Nul ne s'étonnera que les USA et l'Europe s'emploient également à dissuader le gouvernement libanais d'invoquer le droit pénal international pour condamner les crimes de guerre commis par l'armée israélienne. L'impunité israélienne doit demeurer, en tout état de cause.

«Ni Manhattan, ni Téhéran» titrait il y a peu un éditorial de L'Orient-Le Jour, un quotidien de Beyrouth pourtant proche du gouvernement. On doit ajouter «ni Paris, ni Damas». La Syrie comme la France font partie de l'histoire du Liban. Cette dimension historique ne peut justifier aujourd'hui des ingérences inacceptables. Les incitations de la diplomatie française à la confrontation avec la résistance libanaise servent peut-être les intérêts personnels d'un Chirac qui doit beaucoup à la famille Hariri. Elles ne servent en aucun cas ceux du Liban. Et pas davantage ceux de la France. Quant à l'Union européenne, comme me le déclarait un ancien premier ministre libanais regardé par toutes les parties comme un sage, « sa non-existence est encore accentuée par son alignement sur les USA. »

5décembre 2006

Par Raoul Marc JENNAR, chercheur altermondialiste
Chercheur URFIG / Fondation Copernic
Consultant de la GUE/NGL au Parlement européen (bureau 4E202)
7, place du Château, F 66500 Mosset
<http://www.urfig.org/> (avec une chronique hebdomadaire)